



Cap à l'Est (Rien de nouveau !)

Comme nos dirigeants politiques qui regardent Outre-Rhin, vers des contrées où l'on sait écouter et faire des compromis nous voici donc à l'Est, pour ce CSE « décentralisé » à Strasbourg. Un décalage géographique loin de la flamme olympique, un pas de côté, un nouvel angle de vue...mais pour quoi faire ?

Allons-nous devant nos yeux ébahis assister à un changement de politique, de stratégie et de méthode ? Ou bien sommes-nous condamnés à perdre tout repère et à devoir admettre qu'à l'Est aussi, rien de nouveau ?

Le premier semestre 2024 aura été marqué pour notre réseau par un chaos organisationnel avec les nouvelles éditions ICI. Et toutes les conséquences psycho-sociales qui ont suivi : santé précaire, découragement et stratégie d'évitement. Une vraie crise de confiance dans notre entreprise, aggravée par l'annonce de ce nouveau plan mortifère d'une fusion France Bleu/France 3.

Pour notre instance, qui représente toutes les régions de France 3, ce furent 6 mois de non réponses, d'aveuglement et même lors du dernier CSE de remise en cause des attributions des élus locaux. Bref tous les ingrédients, savamment empilés les uns sur autres, et dont vous semblez de moins en moins maîtriser les tenants et les aboutissants, pour tenter de rendre totalement inopérante l'action de ce CSE.

En cette rentrée 2024, rien n'a changé.

La partie nationale des éditions Ici est de retour, prise en charge par l'ensemble des antennes. Pour celles aux effectifs les plus réduits, c'est de nouveau : horaires rallongés, surcharge de travail et insatisfaction éditoriale quant au traitement de l'actualité nationale et internationale. Pire, les disparités n'ont fait que s'accroître entre « les grandes et les petites » sur la question du passage à la semaine de 4 jours (la grande promesse du protocole de sortie de grève non signée par le SNJ). Face à cette disparité en moyens humains « historique » évoquée par la direction, aucune politique n'est mise en place. Comme s'il s'agissait d'une fatalité. Ou bien d'une façon de diviser un peu plus les salariés entre eux.

Un projet actuellement plus destructeur que constructif, bloqué, comme l'avenir du gouvernement. Une incertitude à laquelle ce CSE d'août risque de ne pas répondre. Comme de l'entêtement de cette direction à vouloir mener une fusion dont nous ne voulons toujours pas.

Paris, le 28 août 2024